

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Saint-Michel-des-Saints | 62085 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sébastien Gariepy, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Michel-des-Saints pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sébastien Gariépy, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Michel-des-Saints pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature



Date

20-03-2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Michel-des-Saints (ci-après « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Nous n'avons pas été en mesure d'auditer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ou l'absence d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, car la documentation de la Municipalité était insuffisante. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour ce qui concerne les passifs, l'excédent accumulé, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et le flux de trésorerie de l'exercice se terminant le 31 décembre 2023. Cette situation nous a donc conduit à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers de l'exercice.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

DCA, comptable professionnel agréé, inc.
Par Simon Bellehumeur, CPA auditeur
Saint-Paul-de-Joliette, le 18 mars 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	5 796 078	6 006 623	5 460 705
Compensations tenant lieu de taxes	2	377 782	376 733	378 911
Quotes-parts	3			
Transferts	4	782 404	1 521 887	4 651 993
Services rendus	5	172 862	244 174	489 032
Imposition de droits	6	407 000	511 933	586 839
Amendes et pénalités	7	35 000	59 875	57 319
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	98 050	248 419	122 439
Autres revenus	10	574 575	1 090 967	1 181 341
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 243 751	10 060 611	12 928 579
Charges				
Administration générale	14	1 221 901	1 177 513	1 102 845
Sécurité publique	15	1 033 311	1 048 669	965 983
Transport	16	2 907 551	3 088 070	3 000 481
Hygiène du milieu	17	2 450 839	2 263 832	2 168 490
Santé et bien-être	18	45 100	15 034	3 011
Aménagement, urbanisme et développement	19	706 151	687 170	633 771
Loisirs et culture	20	634 276	658 266	882 899
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	222 091	375 318	253 782
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	9 221 220	9 313 872	9 011 262
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(977 469)	746 739	3 917 317
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 278 279	23 360 962
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		27 278 279	23 360 962
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		28 025 018	27 278 279

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 144 919	1 227 037
Débiteurs (note 5)	2	6 041 946	6 248 028
Prêts (note 6)	3	946 913	946 913
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	11 133 778	8 421 978
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	830 371	1 000 229
Revenus reportés (note 11)	12	803 310	1 435 666
Dette à long terme (note 12)	13	10 404 218	6 988 594
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	12 037 899	9 424 489
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(904 121)	(1 002 511)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	28 716 726	28 092 432
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	26 631	15 331
Stocks de fournitures	20	83 055	83 055
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	102 727	89 972
	23	28 929 139	28 280 790
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	28 025 018	27 278 279
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	28 025 018	27 278 279
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	28 025 018	27 278 279
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(977 469)	746 739	3 917 317
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(37 085)	2 653 504)	5 394 016)
Produit de cession	3			948 008
Amortissement	4	1 588 033	2 029 210	1 950 484
(Gain) perte sur cession	5			(494 886)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(1 094)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	1 550 948	(624 294)	(2 991 504)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(11 300)	24 505
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(12 755)	1 830
	13		(24 055)	26 335
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	573 479	98 390	952 148
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 002 511)	(1 954 659)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(1 002 511)	(1 954 659)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(904 121)	(1 002 511)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	746 739	3 917 317
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 029 210	1 950 484
Autres			
▪ Gain sur disposition	3.1		(495 979)
	4	2 775 949	5 371 822
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	206 082	(4 276 259)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(169 858)	402 688
Revenus reportés	8	(632 356)	135 395
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(11 300)	24 505
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(12 755)	1 830
	13	2 155 762	1 659 981
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(2 653 504)	(5 394 016)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		948 007
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(2 653 504)	(4 446 009)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	(946 913)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		(946 913)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 882 124	1 015 616
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 412 688)	(776 162)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(53 812)	15 915
Autres			
▪	28.1		
	29	3 415 624	255 369
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	2 917 882	(3 477 572)
Solde déjà établi	31	1 227 037	4 704 609
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 227 037	4 704 609
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	4 144 919	1 227 037

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Michel-des-Saints est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

N/A

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

N/A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels, des obligations et droits contractuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses et la durée de vie utile des immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires rachetables en tout temps ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels et Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisation

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à leur valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures :	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments :	10, 20 et 40 ans
Véhicules :	5, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement :	10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Actifs incorporels achetés

Les actifs incorporels achetés sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

F) Revenus

Revenus de transferts

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite par financement salarial offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- Pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Éléments présentés à l'encontre des DCTP :

- Pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités ainsi que des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

La Municipalité évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouverts.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Instruments financiers (chapitres SP 3450 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450 - *Instruments financiers* et SP 1201 - *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les effets sur les états financiers de la Municipalité portent principalement sur son prêt et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur.

L'adoption de cette norme a eu aucune incidence financière sur les états financiers de la Municipalité, mis à part la présentation d'informations supplémentaires dans les notes complémentaires.

Adoption initiale — Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280 - *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 829 976	320 810
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	314 943	906 227
Autres éléments			
	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	4 144 919	1 227 037
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	4 144 919	1 227 037
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	2 117 123	1 227 037
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	564 400	

Note**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	201 175	92 258
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	11 404	11 404
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 895 756	4 507 366
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	221 562	318 986
Organismes municipaux	13	299 873	837 279
Autres			
▪ Mutations à recevoir	14.1	320 888	380 685
▪ Intérêts et autres	14.2	91 288	100 050
	15	6 041 946	6 248 028
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 794 065	132 040
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	275 013	823 272
Autres tiers	19		
	20	4 069 078	955 312
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	23 352	23 352
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	181 892	170 696
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	183 300	205 061
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	4 209 323	3 667 076
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	321 241	464 533
	27	4 895 756	4 507 366

Note

Les versements estimatifs des montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

2024 : 420 585 \$

2025 : 422 187 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2026 : 423 950 \$
 2027 : 425 712 \$
 2028 : 427 475 \$
 2029 et plus : 1 949 167 \$

Les taux d'intérêt et les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont de 4,11% à 5,00%.

Les montants présentés aux lignes Gouvernement du Québec et ses entreprises et Gouvernement du Canada et ses entreprises comprennent un montant de 1 013 570 \$ attribuable à des instruments financiers.

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
• SDPRM	30.1	946 913	946 913
	31	946 913	946 913
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Prêt à un organisme au taux de 3,00%, payable en capital et intérêts, à partir de 2024, par des versements annuels de 54 379 \$, échéant en mars 2028.

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note

9. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une marge de crédit pour ses besoins de fonctionnement, au taux préférentiel, renouvelable annuellement. Le montant autorisé est de 1 150 000 \$ et le solde n'est pas utilisé au 31 décembre 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	132 580	278 092
Salaires et avantages sociaux	42	259 049	249 469
Dépôts et retenues de garantie	43	426 628	460 554
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Intérêts sur dette à long terme	45.1	12 114	12 114
	46	830 371	1 000 229

Note

Le montant présenté à la ligne Salaires et avantages sociaux comprend un montant de 174 900 \$ attribuable à des instruments financiers.

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Autres transferts	52.1	133 314	216 366
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	260 908	220 396
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	88 489	87 021
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Camping	60.1	5 656	5 656
▪ Contribution organisme	60.2	314 943	906 227
	61	803 310	1 435 666

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,63	4,70	2033	2043	62	9 330 300	5 299 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux	3,00	5,00	2041	2043	67	1 096 880	1 646 544
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres			2031	2031	69	38 161	50 161
					70	10 465 341	6 995 905
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(61 123)	(7 311)
					72	10 404 218	6 988 594

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		714 200		57 646	771 846
2025	74		722 300		59 704	782 004
2026	75		748 700		61 860	810 560
2027	76		776 200		64 016	840 216
2028	77		804 300		66 319	870 619
2029 et plus	78		5 564 600		825 496	6 390 096
	79		9 330 300		1 135 041	10 465 341
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		9 330 300		1 135 041	10 465 341

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	89 950
Autres régimes (REER et autres)	88	88 331
Régimes de retraite des élus municipaux	89	
	90	89 950
		88 331

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	() ()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	5 545 891			5 545 891
Eaux usées	103	9 157 826			9 157 826
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	31 687 014	235 578		31 922 592
Autres					
▪ Autres infrastructures	105.1	2 329 816	414 867		2 744 683
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	1 753 220			1 753 220
Améliorations locales	108				
Véhicules	109	2 525 980	1 182 201		3 708 181
Ameublement et équipement de bureau	110	230 336	12 048	102 723	139 661
Machinerie, outillage et équipement divers	111	2 011 523	308 879		2 320 402
Terrains	112	719 083	394 918		1 114 001
Autres	113				
	114	55 960 689	2 548 491	102 723	58 406 457
Immobilisations en cours	115	52 301	105 013		157 314
	116	56 012 990	2 653 504	102 723	58 563 771
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	3 071 326	131 980		3 203 306
Eaux usées	118	7 703 235	217 148		7 920 383
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	12 029 542	1 207 249		13 236 791
Autres					
▪ Autres infrastructures	120.1	1 212 760	124 659		1 337 419
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	812 878	41 732		854 610
Améliorations locales	123				
Véhicules	124	1 329 429	189 298		1 518 727
Ameublement et équipement de bureau	125	214 903	5 558	102 723	117 738
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 546 485	111 586		1 658 071
Autres	127				
	128	27 920 558	2 029 210	102 723	29 847 045
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	28 092 432			28 716 726
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	26 631	15 331
	136	26 631	15 331
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	26 631	15 331

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	139.1			
	140			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	141.1			
	142			
VALEUR COMPTABLE NETTE	143			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Assurances payées d'avance	144.1	91 636	86 072
▪ Autres frais payés d'avance	144.2	11 091	3 900
Autres			
▪	145.1		
	146	102 727	89 972

Note**19. Obligations contractuelles**

Les obligations contractuelles de la Municipalité concernent principalement un contrat pour le traitement des insectes piqueurs. Pour 2024, l'obligation contractuelle totalise une somme de 268 633 \$.

De plus, au 31 décembre 2023, la Municipalité n'a aucun engagement à l'égard des activités d'investissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

20. Droits contractuels**Programmes de subvention**

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada et la MRC de Matawinie se sont engagés à verser une somme de 1 736 602 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 596 568 \$ dans ces travaux. Un montant cumulé de 190 763 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 545 839 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

N/A

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
•	147.1		
		148	
Dettes à long terme			
•	149.1		
		150	
		151	

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme) et aux prêts.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2023.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La concentration de risque de crédit se limite à un seul prêt octroyé par la Municipalité.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques de l'emprunteur, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Au 31 décembre, deux fournisseurs représentent 30% de l'ensemble des créanciers et charges à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versement prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 12 du rapport financier et ceux en lien avec les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 5 du rapport financier.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention de conserver son prêt jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque. Au cours de l'exercice, la Municipalité a modifié son exposition au risque de taux d'intérêt suite au renouvellement d'une dette à taux fixe et l'émission de nouvelles dettes à taux fixe.

Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

Les taux d'intérêt sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et sur les prêts sont présentés respectivement aux notes 5 et 6 du rapport financier.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Chiffres comparatifs

Les chiffres comparatifs de 2022 ont été reclassés afin de tenir compte des modifications effectuées en 2023 dans la présentation de l'information financière.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

	Budget 2023		Réalisations 2023	Total	Réalisations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	5 796 078	6 006 623	6 006 623	5 460 705
Compensations tenant lieu de taxes	2	377 782	376 733	376 733	378 911
Quotes-parts	3				
Transferts	4	782 404	853 746	853 746	800 766
Services rendus	5	172 862	244 174	244 174	489 032
Imposition de droits	6	407 000	511 933	511 933	586 839
Amendes et pénalités	7	35 000	59 875	59 875	57 319
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	98 050	248 419	248 419	122 439
Autres revenus	10	574 575	1 090 967	1 090 967	1 168 234
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	8 243 751	9 392 470	9 392 470	9 064 245
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		668 141	668 141	3 851 227
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17				13 107
Autres	18				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21		668 141	668 141	3 864 334
	22	8 243 751	10 060 611	10 060 611	12 928 579
Charges					
Administration générale	23	1 209 469	1 157 715	1 177 513	1 102 845
Sécurité publique	24	957 975	968 838	79 831	1 048 669
Transport	25	1 855 870	1 688 455	1 399 615	3 000 481
Hygiène du milieu	26	2 114 654	1 885 599	378 233	2 263 832
Santé et bien-être	27	45 100	15 034		15 034
Aménagement, urbanisme et développement	28	699 978	680 997	6 173	687 170
Loisirs et culture	29	528 050	512 706	145 560	658 266
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	222 091	375 318		375 318
Effet net des opérations de restructuration	32				253 782
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 588 033	2 029 210	(2 029 210)	
	34	9 221 220	9 313 872		9 313 872
Excédent (déficit) de l'exercice	35	(977 469)	746 739		746 739
					3 917 317

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(977 469)	746 739	3 917 317
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	668 141)(	3 864 334)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(977 469)	78 598	52 983
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	1 588 033	2 029 210	1 950 484
Produit de cession	5			948 008
(Gain) perte sur cession	6			(494 886)
Réduction de valeur / Reclassement	7			(1 094)
	8	1 588 033	2 029 210	2 402 512
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			24 505
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			24 505
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12	25 971		
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15	25 971		
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		121 043	101 532
Remboursement de la dette à long terme	17 (	620 828)(	1 110 568)(	591 504)
	18	(620 828)	(989 525)	(489 972)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	37 085)(	205 691)(	1 041 768)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			15 034
Excédent de fonctionnement affecté	21	204 181	204 181	43 307
Réserves financières et fonds réservés	22	(182 803)	(182 804)	(144 224)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(50 023)	7 878
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(15 707)	(234 337)	(1 119 773)
	26	977 469	805 348	817 272
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		883 946	870 255

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	668 141	3 864 334
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(80 065)	(32 816)
Sécurité publique	3	(430 175)	(278 335)
Transport	4	(998 543)	(4 850 699)
Hygiène du milieu	5	(734 109)	(84 654)
Santé et bien-être	6))
Aménagement, urbanisme et développement	7))
Loisirs et culture	8	(410 612)	(147 512)
Réseau d'électricité	9))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10))
	11	(2 653 504)	(5 394 016)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	(11 300))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	)	( 946 913)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 239 054	80 373
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	205 691	1 041 768
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	114 703	430 000
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18	157 502	802 170
	19	477 896	2 273 938
	20	(947 854)	(3 986 618)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(279 713)	(122 284)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Rémunération		-		
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 434 089	2 354 289	2 346 264
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	489 915	479 137	493 968
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	3 949 402	3 561 454	3 481 842
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	210 471	249 238	127 314
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	9 020	9 058	10 124
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	2 600	117 022	116 344
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	350 128	339 357	287 656
Transferts	15			
Autres	16	30 800	30 875	26 537
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	156 762	144 232	148 979
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	1 588 033	2 029 210	1 950 484
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Dommages et intérêts	21.1			21 750
	22	9 221 220	9 313 872	9 011 262

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 656 747	3 188 259
Excédent de fonctionnement affecté	2	300 756	204 181
Réserves financières et fonds réservés	3	1 160 920	997 018
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(570 677)	(575 516)
Financement des investissements en cours	5	(441 397)	(23 084)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	23 918 669	23 487 421
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	28 025 018	27 278 279
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	3 656 747	3 188 259
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 656 747	3 188 259
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12.1	300 756	204 181
	13	300 756	204 181
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	300 756	204 181

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	837 209
Organismes contrôlés et partenariats	22	795 146
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	315 711
Organismes contrôlés et partenariats	26	201 872
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	8 000
Autres		
▪	30.1	
	31	1 160 920
	32	997 018
	32	1 160 920
		997 018

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres		
• Dette à long terme de fonctionnement	56.1 (	624 662)(
• Dette à long terme de fonctionnement à financer	56.2 ()(
	57 (	624 662)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	53 985
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	3 962
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	53 985
	64 (	570 677)(
		575 516)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 158 112	1 060 194
Investissements à financer	66 (599 509)(	1 083 278)
	67 (441 397)	(23 084)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 28 716 726	28 092 432
Propriétés destinées à la revente	69 26 631	15 331
Prêts	70 946 913	946 913
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 29 690 270	29 054 676
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 29 690 270	29 054 676
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (10 404 218)(	6 988 594)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (61 123)(	7 311)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 4 069 078	959 172
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 624 662	469 478
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80	
	81 (5 771 601)(	5 567 255)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (5 771 601)(	5 567 255)
	84 23 918 669	23 487 421

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 ()(
Rendement espéré des actifs	33	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité participe à un régime de retraite par financement salarial pour les employés et les cadres dans lequel elle cotise au taux de 5.6% du salaire brut.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 105		
Régime de retraite par financement salarial 106	89 950	88 331
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 107		
Régime de retraite à prestations cibles 108		
Autres régimes 109		
110	89 950	88 331

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 112		
Régime de retraite simplifié 113		
REER 114		
Autres régimes 115		
116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117		

Description du régime

	2023	2022
Cotisations des élus au RREM 118		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 120		
121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 122 935	4 289 398	3 900 201
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	114 481	114 833	131 326
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 237 416	4 404 231	4 031 527
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	306 970	307 984	222 852
Égout	13	176 310	177 008	176 484
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	720 615	735 043	616 011
Autres				
▪ Éco-taxe	16.1	102 800	106 687	103 056
Centres d'urgence 9-1-1	17		15 538	15 998
Service de la dette	18			137
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	251 967	260 132	294 640
Activités d'investissement	21			
	22	1 558 662	1 602 392	1 429 178
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 558 662	1 602 392	1 429 178
	27	5 796 078	6 006 623	5 460 705

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	10 400	10 705	10 454
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	285 732	285 732	285 732
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	38 000	36 989	38 132
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	41 000	39 989	41 871
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	375 132	373 415	376 189
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 600	1 523	1 639
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	1 050	1 795	1 083
Taxes d'affaires	38			
	39	2 650	3 318	2 722
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	377 782	376 733	378 911

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		173	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	8 100	6 072	11 882
Sécurité civile	50			
Autres	51		4 288	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	462 724	492 898	438 518
Enlèvement de la neige	53	47 800	55 298	49 051
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	4 792	4 792	10 853
Réseau de distribution de l'eau potable	63	716	716	781
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66		11 480	8 619
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	74		
Sécurité du revenu	75		
Autres	76		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	77		
Rénovation urbaine	78		
Promotion et développement économique	79		
Autres	80		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	81	3 500	2 137
Activités culturelles			
Bibliothèques	82		
Autres	83		
Réseau d'électricité	84		
	85	527 632	577 854
			523 697

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	86		16 627
Sécurité publique			
Police	87		
Sécurité incendie	88		
Sécurité civile	89		105 970
Autres	90		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	91	405 773	3 617 416
Enlèvement de la neige	92		
Autres	93		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	94		
Transport adapté	95		
Transport scolaire	96		
Autres	97		
Transport aérien	98		
Transport par eau	99		
Autres	100		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	52 953	
Réseau de distribution de l'eau potable	102		
Traitement des eaux usées	103		
Réseaux d'égout	104		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	105		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	106		
Tri et conditionnement	107		
Autres	108		
Autres	109		
Cours d'eau	110		
Protection de l'environnement	111		
Autres	112		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	113		
Sécurité du revenu	114		
Autres	115		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	116		
Rénovation urbaine	117		
Promotion et développement économique	118		
Autres	119		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	120	209 415	111 214
Activités culturelles			
Bibliothèques	121		
Autres	122		
Réseau d'électricité	123		
	124	668 141	3 851 227

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	212 000	233 120	243 301
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	42 772	42 772	33 768
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	254 772	275 892	277 069
TOTAL DES TRANSFERTS	136	782 404	1 521 887	4 651 993

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>				
SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	26 250	50 851	35 734
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	26 250	50 851	35 734
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	152			
Traitement des eaux usées	153			
Réseaux d'égout	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	165		
Autres	166		
	167		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	168		
Rénovation urbaine	169		
Promotion et développement économique	170		
Autres	171		
	172		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	173		26 779
Activités culturelles			
Bibliothèques	174		
Autres	175		
	176		26 779
Réseau d'électricité	177		
	178	26 250	50 851
			62 513

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	8 500	10 213	11 007
	182	8 500	10 213	11 007
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195	500	540	375
	196	500	540	375
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
	197			
Réseau de distribution de l'eau potable				
	198			
Traitement des eaux usées				
	199			
Réseaux d'égout				
	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
	201			
Matières recyclables				
	202			
Autres	203	68 312	73 372	58 995
Cours d'eau				
	204			
Protection de l'environnement				
	205			
Autres	206	24 100	48 023	16 719
	207	92 412	121 395	75 714

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210		7 701	
	211		7 701	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212	14 500	23 081	15 164
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216	14 500	23 081	15 164
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217			
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219	30 700	30 393	324 259
	220	30 700	30 393	324 259
Réseau d'électricité				
	221			
	222	146 612	193 323	426 519
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	172 862	244 174	489 032

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	50 000	45 065	54 745
Droits de mutation immobilière	225	350 000	459 719	521 942
Droits sur les carrières et sablières	226	7 000	7 149	10 152
Autres	227			
	228	407 000	511 933	586 839
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	35 000	59 875	57 319
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	98 050	248 419	122 439
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			494 886
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	35 000		75 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			13 107
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239	539 575	1 076 085	566 648
Redevances réglementaires	240			
Autres	241		14 882	31 700
	242	574 575	1 090 967	1 181 341
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Budget 2023		Réalisations 2023		Réalizations 2022	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	171 595	179 018		179 018	156 553
	Greffes et application de la loi	2		17 166		17 166	17 861
	Gestion financière et administrative	3	635 210	578 892	19 798	598 690	563 141
	Évaluation	4	83 586	82 666		82 666	80 470
	Gestion du personnel	5					
	Autres						
	• Autres	6.1	319 078	299 973		299 973	284 820
		7	1 209 469	1 157 715	19 798	1 177 513	1 102 845
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	8	460 551	476 089		476 089	462 009
	Sécurité incendie	9	445 124	440 322	79 541	519 863	454 391
	Sécurité civile	10	31 950	29 390		29 390	38 101
	Autres	11	20 350	23 037	290	23 327	11 482
		12	957 975	968 838	79 831	1 048 669	965 983
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	• Voirie municipale	13	1 149 632	1 016 893	1 351 961	2 368 854	2 312 423
	• Enlèvement de la neige	14	572 107	567 615	45 860	613 475	606 665
	• Éclairage des rues	15	25 000	24 721	409	25 130	31 777
	• Circulation et stationnement	16	27 750	29 626	1 385	31 011	3 638
	Transport collectif						
	• Transport en commun	17	81 381	49 600		49 600	45 978
	• Transport aérien	18					
	• Transport par eau	19					
	Autres	20					
		21	1 855 870	1 688 455	1 399 615	3 088 070	3 000 481

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	322 250	372 562	77 680	450 242	442 862
Réseau de distribution de l'eau potable	23	210 784	80 911	92 401	173 312	183 496
Traitement des eaux usées	24	123 720	44 216	100 790	145 006	203 821
Réseaux d'égout	25	52 590	13 702	38 130	51 832	62 987
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	319 127	391 784	30 348	422 132	375 643
Élimination	27	121 775	107 805		107 805	97 895
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	257 478	241 842	22 579	264 421	235 693
Tri et conditionnement	29	59 775	40 315		40 315	33 142
Matières organiques						
Collecte et transport	30	152 287	46 271	15 750	62 021	55 941
Traitement	31	10 000	8 752		8 752	7 112
Matériaux secs						
Autres	32	198 071	241 322		241 322	183 627
Plan de gestion						
Autres	33					
Cours d'eau						
Autres	34					
Protection de l'environnement						
Autres	35					
	36					
	37	286 797	296 117	555	296 672	286 271
	38					
	39	2 114 654	1 885 599	378 233	2 263 832	2 168 490
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	42 100	14 730		14 730	3 011
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	3 000	304		304	
	43	45 100	15 034		15 034	3 011

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Budget 2023		Réalisations 2023		Réalizations 2022
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	44	447 290	433 525		353 501
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	45				
Autres biens	46				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	47				
Tourisme	48	252 688	247 472	6 173	255 765
Autres	49				
Autres	50				24 505
	51	699 978	680 997	6 173	633 771
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	52	80 280	72 451	20 711	91 339
Patinaires intérieures et extérieures	53	43 850	42 621	57 533	84 055
Piscines, plages et ports de plaisance	54				40 724
Parcs et terrains de jeux	55	210 838	229 669	66 003	137 734
Parcs régionaux	56				140 862
Expositions et foires	57				
Autres	58	73 427	67 411	467	295 678
	59	408 395	412 152	144 714	790 392
Activités culturelles					
Centres communautaires	60				
Bibliothèques	61	44 355	41 825	846	41 581
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	62				
Autres ressources du patrimoine	63				
Autres	64	75 300	58 729		50 926
	65	119 655	100 554	846	92 507
	66	528 050	512 706	145 560	882 899

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67				
	FRAIS DE FINANCEMENT					
	Dette à long terme					
	Intérêts	68	219 491	258 296		258 296
	Autres frais	69				137 438
	Autres frais de financement					
	Avantages sociaux futurs	70				
	Autres	71	2 600	117 022		117 022
		72	222 091	375 318		375 318
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73				
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	1 588 033	2 029 210 (	2 029 210)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	53 268	
Usines de traitement de l'eau potable	2	47 031	37 754
Usines et bassins d'épuration	3	1 388	
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	235 578	4 794 176
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	8 189	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	403 599	147 513
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	6 404	11 469
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 182 201	324 409
Ameublement et équipement de bureau	18	12 049	19 290
Machinerie, outillage et équipement divers	19	308 879	59 405
Terrains	20	394 918	
Autres	21		
	22	2 653 504	5 394 016

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

Non audité

		Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	53 268	
Usines de traitement de l'eau potable	2	47 031	37 754
Usines et bassins d'épuration	3	1 388	
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	647 366	4 941 689
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 904 451	414 573
	12	2 653 504	5 394 016

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	93 700	110 000	13 600	190 100
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	5 943 033	1 924 497	1 661 367	6 206 163
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 036 733	2 034 497	1 674 967	6 396 263
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	132 040	3 794 065	132 040	3 794 065
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	823 272	53 562	601 821	275 013
Autres tiers	12				
	13	955 312	3 847 627	733 861	4 069 078
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	3 860		3 860	
	15	959 172	3 847 627	737 721	4 069 078
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	959 172	3 847 627	737 721	4 069 078
	19	6 995 905	5 882 124	2 412 688	10 465 341
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 995 905	5 882 124	2 412 688	10 465 341

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	10 465 341
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	599 509
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	4 069 078
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	118 158
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	6 877 614
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	6 877 614
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	5 034 287
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	11 911 901
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	11 911 901
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	81 086	81 086	78 270
Autres	3	78 103	99 113	98 409
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 737	3 737	3 360
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	81 381	49 600	45 978
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	24 281	24 281	19 513
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	45 351	45 351	15 744
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	16 719	16 719	6 912
Autres	21	19 470	19 470	19 470
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	350 128	339 357	287 656

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 653 504	5 394 016
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 653 504	5 394 016

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	8,00	35,00	10 007,25	481 705	108 068	589 773
Professionnels	2						
Cols blancs	3	38,00	40,00	18 136,31	476 577	88 846	565 423
Cols bleus	4	25,00	40,00	37 228,61	1 136 518	256 834	1 393 352
Policiers	5						
Pompiers	6	19,00	4,75	4 691,75	145 490	17 992	163 482
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	90,00		70 063,92	2 240 290	471 740	2 712 030
Étus	9	8,00			113 999	7 397	121 396
	10	98,00			2 354 289	479 137	2 833 426

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	4 792				4 792
Réseau de distribution de l'eau potable	3	716				716
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	840 029	448 583	38 909	188 858	1 516 379
	7	845 537	448 583	38 909	188 858	1 521 887

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	30 427	23 954
	4	30 427	23 954
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	5 702	6 169
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	5 702	6 169
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	209 838	93 349
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	113 953	113 380
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	323 791	206 729
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 804	10 124
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	2 254	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	2 368	2 578
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	11 426	12 702
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	3 972	4 228
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	3 972	4 228
Réseau d'électricité	40		
	41	375 318	253 782

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gouin Réjean	1.1 Maire	38 314	19 156	11 781	5 890
Sénécal Gilles	1.2 Conseiller	6 580	3 290		
Dubeau François	1.3 Conseiller	6 900	3 450		
Gilbert Richard	1.4 Conseiller	6 580	3 290		
Lacelle Francis	1.5 Conseiller	6 032	3 015		
Beaulieu Guylaine	1.6 Conseiller	6 660	3 330		
Dery Alain	1.7 Conseiller	3 839	1 919		
Benoit Claude	1.8 Conseiller	1 097	548		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 626 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 40 512 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Crédoiteurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés 23 _____ \$

 Solde cumulatif au début de l'exercice 24 _____ \$

 Constatés au cours de l'exercice 25 _____ \$

 Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3^e paragraphe du 2^e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 1 467 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 176 822 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 _____ \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ 407 599 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 _____ 567 615 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 _____ 715 508 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 _____ 158 961 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 _____ \$

Systèmes de drainage

51 _____ \$

Abords de routes

52 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 _____ 874 469 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 _____ 1 442 084 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 _____ 0277-2023

b) Date d'adoption de la résolution

58 _____ 2023-09-18

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 0061-2020
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2020-02-17
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 307
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 169
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____ \$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	85	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____ \$
Ligne 24 : Libres	88	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____ \$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-03-18

Nom du signataire : Sébastien Gariépy

Fonction du signataire : Directeur général

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-03-20 09:57

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	8 243 751	9 392 470	9 064 245
Investissement	2		668 141	3 864 334
	3	8 243 751	10 060 611	12 928 579
Charges	4	9 221 220	9 313 872	9 011 262
Excédent (déficit) de l'exercice	5	(977 469)	746 739	3 917 317
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	(668 141)	(3 864 334)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(977 469)	78 598	52 983
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 588 033	2 029 210	1 950 484
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		121 043	101 532
Remboursement de la dette à long terme	10 (	620 828)	(1 110 568)	(591 504)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	37 085)	(205 691)	(1 041 768)
Excédent (déficit) accumulé	12	21 378	(28 646)	(78 005)
Autres éléments de conciliation	13	25 971		476 533
	14	977 469	805 348	817 272
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		883 946	870 255

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 144 919	1 227 037
Débiteurs	2	6 041 946	6 248 028
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	946 913	946 913
	5	11 133 778	8 421 978
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	10 404 218	6 988 594
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	1 633 681	2 435 895
	10	12 037 899	9 424 489
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(904 121)	(1 002 511)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	28 716 726	28 092 432
Autres	13	212 413	188 358
	14	28 929 139	28 280 790
Excédent (déficit) accumulé	15	28 025 018	27 278 279

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 656 747	3 188 259
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Équilibre budgétaire	2,1	300 756	204 181
	3	300 756	204 181
Réserves financières			
▪	4,1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	837 209	795 146
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	315 711	201 872
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	8 000	
Autres			
▪	10,1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(570 677)	(575 516)
Financement des investissements en cours	12	(441 397)	(23 084)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	23 918 669	23 487 421
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	28 025 018	27 278 279

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	6 877 614
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	11 911 901

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	6 206 163	5 943 033
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	190 100	93 700
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 794 065	132 040
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	275 013	827 132
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	10 465 341	6 995 905

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	5 796 078	6 006 623	5 460 705
Compensations tenant lieu de taxes	13	377 782	376 733	378 911
Quotes-parts	14			
Transferts	15	782 404	853 746	800 766
Services rendus	16	172 862	244 174	489 032
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	442 000	571 808	644 158
Autres	18	672 625	1 339 386	1 290 673
	19	8 243 751	9 392 470	9 064 245
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		668 141	3 851 227
Autres	23			13 107
	24		668 141	3 864 334
	25	8 243 751	10 060 611	12 928 579

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023		Réalizations 2023		Réalizations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	1 209 469	1 157 715	19 798	1 177 513	1 102 845
Sécurité publique						
Police	2	460 551	476 089		476 089	462 009
Sécurité incendie	3	445 124	440 322	79 541	519 863	454 391
Autres	4	52 300	52 427	290	52 717	49 583
Transport						
Réseau routier	5	1 774 489	1 638 855	1 399 615	3 038 470	2 954 503
Transport collectif	6	81 381	49 600		49 600	45 978
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	709 344	511 391	309 001	820 392	893 166
Matières résiduelles	9	1 118 513	1 078 091	68 677	1 146 768	989 053
Autres	10	286 797	296 117	555	296 672	286 271
Santé et bien-être	11	45 100	15 034		15 034	3 011
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	447 290	433 525		433 525	353 501
Promotion et développement économique	13	252 688	247 472	6 173	253 645	255 765
Autres	14					24 505
Loisirs et culture	15	528 050	512 706	145 560	658 266	882 899
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	222 091	375 318		375 318	253 782
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	7 633 187	7 284 662	2 029 210	9 313 872	9 011 262
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 588 033	2 029 210 (	2 029 210)		
	21	9 221 220	9 313 872		9 313 872	9 011 262

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	668 141	3 864 334
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 653 504)(	5 394 016)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	11 300)(	946 913)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 239 054	80 373
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	205 691	1 041 768
Excédent accumulé	6	272 205	1 232 170
	7	(947 854)	(3 986 618)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(279 713)	(122 284)

Extrait du rapport financier, page S14

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2024

Municipalité de Saint-Michel-des-Saints | 62085 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	8
Questionnaire	10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 621 077
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	69 419
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	4 690 496

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	388 950
Égout	13	194 580
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	778 603
Autres		
▪ Eco-taxe	16.1	106 875
▪ Traitement des insectes piqueurs	16.2	250 937
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 719 945
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 719 945
	27	6 410 441

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	9 000
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	1 700
Compensations pour les terres publiques	3	285 732
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	38 000
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	40 000
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	374 432

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	9	1 600
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	1 700
Taxes d'affaires	11	
	12	3 300

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	377 732

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	515 456 928 x	0,7000/100 \$	3 608 198				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	9 359 400 x	0,7000/100 \$	65 516				
Immeubles non résidentiels	4	72 458 608 x	1,0400/100 \$	753 570				
Immeubles industriels	5	16 055 000 x	1,0400/100 \$	166 972				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7		x /100 \$					
Immeubles forestiers	8	3 066 464 x	0,7000/100 \$	21 465				
Immeubles agricoles	9	765 200 x	0,7000/100 \$	5 356				
Total	10			4 621 077	()	()		4 621 077
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20			()	()	()		()

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Immeubles industriels	25	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26	x	/100 \$					
Autres	27	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	28	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	29	x	/100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34	x	/100 \$					
Immeubles industriels	35	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36	x	/100 \$					
Autres	37	x	/100 \$					
Immeubles forestiers	38	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	39	x	/100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>467,75 \$</u>
Égout	2 <u>253,18 \$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>260,17 \$</u>

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
LOGEMENT CATEGORIES (15-16)	6.1 180,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
LOGEMENT CATEGORIES (18-19)	6.2 180,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
CAMPING PRIVE	6.3 580,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	6.4 330,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	6.5 370,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	6.6 460,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	6.7 530,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	6.8 580,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
USINE DE SCIAGE	6.9 1 080,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 1 A 5)	6.10 300,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 6)	6.11 310,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 7)	6.12 340,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 8)	6.13 370,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 9,10,11,12)	6.14 400,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (1 À 10)	6.15 400,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (11 À 20)	6.16 720,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (21 À 30)	6.17 1 040,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (31 À 40)	6.18 1 360,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (41 À 50)	6.19 1 680,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (51 À 60)	6.20 2 000,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (61 À 70)	6.21 2 320,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (71 À 80)	6.22 2 640,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (81 À 90)	6.23 2 960,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (91 À 100)	6.24 3 280,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
HOTEL, MOTEL & HEB (101 ET PLUS)	6.25 3 600,1700	4 - tarif fixe (compensation)	ORDURES
CAMPING	6.26 110,1700	7 - autres (préciser)	ORDURES PAR EMPLACEMENT
LOGEMENT CATEGORIES (15,16)	6.27 361,5600	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
LOGEMENT CATEGORIES (18,19)	6.28 361,5600	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	6.29 482,9200	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	6.30 513,2600	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	6.31 551,1900	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	6.32 589,1100	4 - tarif fixe (compensation)	EAU

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description	Taux	Code	Préciser
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	6.33 611,8700	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
USINE DE SCIAGE	6.34 7 385,4000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 1 A 5)	6.35 484,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 6)	6.36 491,7700	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 7)	6.37 499,3600	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 8)	6.38 514,5300	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 9,10,11,12)	6.39 529,7000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (1 A 10)	6.40 490,5100	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (11 A 20)	6.41 718,0600	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (21 A 30)	6.42 796,4400	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (31 A 40)	6.43 1 158,0000	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (41 A 50)	6.44 1 385,5500	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (51 A 60)	6.45 1 613,1100	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (61 A 70)	6.46 1 840,6600	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (71 A 80)	6.47 2 068,2100	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (81 A 90)	6.48 2 295,7700	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (91 A 100)	6.49 2 523,3200	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
HOTEL, MOTEL & HEB. (101 ET +)	6.50 2 750,8800	4 - tarif fixe (compensation)	EAU
LOGEMENT CATEGORIES (15,16)	6.51 183,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
LOGEMENT CATEGORIES (18,19)	6.52 183,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	6.53 263,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	6.54 283,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	6.55 308,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	6.56 333,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	6.57 348,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
USINE DE SCIAGE	6.58 1 658,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 1 A 5)	6.59 243,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 6)	6.60 248,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 7)	6.61 253,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 8)	6.62 263,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 9,10,11,12)	6.63 273,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (1 À 10)	6.64 268,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (11 A 20)	6.65 408,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (21 A 30)	6.66 563,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (31 A 40)	6.67 713,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (41 À 50)	6.68 873,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (51 À 60)	6.69 1 028,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (61 À 70)	6.70 1 183,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (71 À 80)	6.71 1 338,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (81 À 90)	6.72 1 493,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (91 À 100)	6.73 1 648,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
HOTEL, MOTEL & HEB (100 ET PLUS)	6.74 1 803,1800	4 - tarif fixe (compensation)	EGOUT
LOGEMENT CATEGORIES (15,16)	6.75 34,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
LOGEMENT CATEGORIES (18,19)	6.76 34,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
CAMPING PRIVE	6.77 236,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 1 A 5)	6.78 116,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 6)	6.79 141,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 7)	6.80 176,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
INDUSTRIEL (CLASSE 8)	6.81 216,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description	Taux	Code	Préciser
INDUSTRIEL (CLASSE 9,10,11,12)	6.82 236,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
USINE DE SCIAGE	6.83 236,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 1 A 5)	6.84 91,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 6)	6.85 106,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 7)	6.86 121,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 8)	6.87 142,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
NON RÉSIDENTIELLE (CLASSE 9,10,11,12)	6.88 151,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (1 À 10)	6.89 151,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (11 A 20)	6.90 311,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (21 A 30)	6.91 471,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (31 A 40)	6.92 631,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (41 A 50)	6.93 791,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (51 A 60)	6.94 951,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (61 A 70)	6.95 1 111,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (71 A 80)	6.96 1 271,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (81 A 90)	6.97 1 431,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (91 A 100)	6.98 1 591,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
HOTEL, MOTEL & HEB (100 ET PLUS)	6.99 1 751,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
CAMPING	6.100 6,8000	7 - autres (préciser)	TRAIT. INSECTES PAR EEMPL.
TERRAIN VACANT	6.101 34,8000	4 - tarif fixe (compensation)	TRAIT. INSECTES
TRAVAUX D'AQUEDUC	6.102 0,0515	1 - du 100 \$ d'évaluation	AQUEDUC
TRAVAUX D'ÉGOUT	6.103 0,0100	1 - du 100 \$ d'évaluation	EGOUT
COMP. ECO-TAXE	6.104 25,0000	4 - tarif fixe (compensation)	ENVIRONNEMENT

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	753 570	166 972			65 516	5 356
De secteur	2	16 405	3 514			1 506	
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	228 503	14 936			50 664	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	998 478	185 422			117 686	5 356

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
			Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1	67	3 608 131		21 465	4 621 077
De secteur	2		43 177		4 817	69 419
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5		1 103 785	996	321 061	1 719 945
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8	67	4 755 093	996	347 343	6 410 441

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, les mesures fiscales suivantes?		
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM		
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	3 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	4 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.		
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM		
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	5 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	6 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	7 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2024 :	8 _____	\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2024 :	9 _____	\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	10 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024 :		
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	11 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	12 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2024 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	14 _____	953 \$
5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	15 _____	\$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	16 _____	2023-12-18

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	17	<u>8 820 622 \$</u>
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	18	<u>522 391 \$</u>
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	19	<u>375 553 \$</u>
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	20	<u>\$</u>

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je certifie la validité des informations du présent formulaire des Données prévisionnelles non auditées transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci.

Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère des données prévisionnelles non auditées, telles que transmises, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère.

Nom du signataire : Sébastien Gariépy

Fonction du signataire : Directeur général

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2024-03-20 09:50

